

Un comité de veille pour défendre l'œuvre de l'ex-CNT

Page 4

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°352 du vendredi 7 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 24.

Attaque de Yimdi : le verdict est tombé

Page 7

**Le nouveau Président du Ghana
disposé à renforcer les liens de
coopération entre son pays et le
Burkina Faso** Page 13



**Tiankoura, 72 Heures de la
Diaspora
« Trois Axes de Développement se
dégagent »** Page 8



**1er forum national sur
la migration : Que faut-il
attendre des burkinabè de
l'extérieur ?** Page 2



Pour Rogation Poda, représentant de la diaspora, « nous ne ménagerons aucun effort pour mettre à profit notre savoir-faire, capitaliser dans nos différents pays d'accueil de par le monde nos ressources et compétences, afin de contribuer efficacement à l'exécution du PNDES ».

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

1er forum national sur la migration : Que faut-il attendre des burkinabè de l'extérieur ?

Région du Centre



Pour la Présidente de cérémonie (au centre), le thème de ce 1er forum révèle d'une importance capitale.

Le Burkina Faso abrite les 6 et 7 avril 2017, le premier forum national sur la migration et le développement est placé sous le thème : « Développement économique et social du Burkina Faso : Quelles contributions de la Diaspora ? ». La cérémonie d'ouverture a eu lieu ce jeudi 6 avril à Ouagadougou. Cette rencontre se penche sur la contribution de la diaspora au développement économique et social du Burkina Faso. Elle a été présidée par Madame le ministre de l'économie, des finances et du développement représentant

le Premier ministre.

Des acteurs de la société civile, des ONG intervenants dans le domaine de la migration, des partenaires techniques et financiers ainsi que des burkinabè de l'extérieur se sont réunis pour réfléchir sur la problématique de la migration au Burkina. C'était au cours d'un forum ouvert ce jeudi 06 avril 2017 à Ouagadougou. Durant 48h, Ce forum national sur la migration va se pencher essentiellement sur les enjeux de la migration et de mobilisation de la diaspora burkinabè au développement économique et social du Burkina. L'objectif principal étant de

susciter une réflexion proactive et la mobilisation agissante de ces derniers. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES. Selon une étude de la BCEAO sur les envois des fonds des travailleurs migrants du Burkina Faso, le montant total des transferts reçus passant par le circuit formel en 2011 se chiffrait à plus de 96 milliards de F CFA. Pour madame le ministre, ce paquet important des ressources entrant au Burkina ne doit pas être négligé.

Le Burkina bénéficie aussi de l'accompagnement de la Suisse dans la mise en œuvre du PNDES. Le Directeur Pays de

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 2.



Jean-Bernard Dubois, Directeur Pays de la Coopération Suisse, la Suisse s'engage à accompagner le Gouvernement burkinabè dans la mise en oeuvre du PNDES.



Pour le Ministre des finances, Rosine Sory le développement économique et social du Burkina Faso dépend aussi de sa diaspora.



Différents acteurs intervenants dans le domaine de la migration ont participé à ce 1er forum.

la Coopération Suisse l'a fait savoir de par sa présence à cette cérémonie d'ouverture. Pour Jean-Bernard Dubois le thème de ce 1^{er} forum révèle d'une importance capitale. La Suisse contribue activement au dialogue politique sur la migration, a-t-il précisé.

1^{er} du genre, ce forum est une tribune pour les différents participants d'échanger sur toutes les thématiques relatives à la migration. Des participants qui vont également réfléchir sur les investissements ainsi que les projets porteurs de la diaspora burkinabè. Pour Rogation Poda,

représentant de la diaspora, « nous ne ménagerons aucun effort pour mettre à profit notre savoir-faire, capitaliser dans nos différents pays d'accueil de par le monde nos ressources et compétences, afin de contribuer efficacement à l'exécution du PNDES ». Ce forum offre l'opportunité de partager des expériences réussies, d'échanger sur les problèmes auxquels les burkinabè de l'extérieur sont confrontés dans leurs juridictions respectives, a-t-il signifié.

Il est attendu à la fin de ce forum des recommandations stratégiques et opérationnelles qui feront l'objet d'un examen minutieux de la part du gouvernement pour une meilleure gestion des migrations au Burkina Faso.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Un comité de veille pour défendre l'œuvre de l'ex-CNT

Région du Centre



Le président du Comité de veille, David Moyenga(micro)entouré de quelques membres de l'association.

Quelques membres du parlement de la Transition comptent s'organiser en vue d'édifier le peuple par rapport au travail qu'ils ont abattu au cours de leur mandat. Un Comité de veille a été créé à cet effet et présenté à la presse ce 05 avril.

Les députés membres de ce comité sont catégoriques ; si leur mandat n'a duré qu'un an, il restera gravé à jamais dans l'histoire politique du Burkina. Et pour cause ; une production législative « abondante »-108 lois votées. Ils ne sont pas peu fiers du fait que ces lois ont trait à des domaines

aussi divers que la moralisation de la vie publique, la vie économique sans oublier la judiciaire. Au nombre de ces lois, ils citent volontiers le code minier qui est le plus ambitieux jamais voté au Burkina, mais aussi le bail locatif, l'Assurance Maladie Universelle, la constitutionnalisation de l'Autorité Supérieure du Conseil d'Etat(ASCE) et du droit à l'eau. C'est donc avec regrets que les membres du comité de veille disent constater que des tentatives de remise en cause sont opérées à travers certaines lois qu'ils en sont convaincus « causeront des reculs graves à la fondation de la République et annihilent les efforts

des acteurs ayant contribué à produire ce travail ».D'où l'idée de la création de ce Comité de veille pour « rétablir la vérité ».Laquelle vérité consistera notamment à suivre le devenir de « l'important » travail législatif du Conseil National de la Transition(CNT) ,assurer la sécurité politique et intellectuelle du CNT. Au besoin le comité entend aussi apporter la contribution du CNT à toute question majeure ayant trait à l'évolution sociopolitique du pays.

Perpétuel recommencement. Les débats actuels sur la Constitution de la V^e République n'avaient plus lieu d'être aux yeux du comité

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

d'autant plus qu'en novembre 2015, le CNT avait déjà rédigé une constitution au sein de laquelle toutes les dispositions confligènes ont été supprimées selon Aseghna Somda alors président de la Commission en charge de ladite réforme. Comme innovation, le comité évoque

entre autres, le verrouillage de l'article 37, la déconnexion des pouvoirs exécutifs et judiciaire, les candidatures indépendantes et l'ouverture d'une saisine du Conseil constitutionnel qui serait accessible à tous les citoyens. Aussi considèrent que les débats actuels ne sont qu'un

perpétuel recommencement et que le régime parlementaire ne sied pas pour le Burkina.

Soumana Loura pour SC Info

Plan stratégique de l'UNHCR Relevé les défis de protection et sécuritaire

Région du Centre



Suite au conflit malien de 2012, l'UNHCR a enregistré et continue d'enregistrer l'arrivée massive de nombreux demandeurs d'asile sur le sol burkinabè notamment dans la région du Sahel.

Le haut-commissariat des Nations-unis pour les réfugiés (UNHCR) a organisé un atelier de présentation de sa vision stratégique 2018-2019 le

mercredi 22 mars 2017 à Ouagadougou.

Réunis autour d'une même table, les acteurs et militants pour la cause des réfugiés de même

que les personnes concernés directement se concertent sur la vision stratégique 2018-2019 du Haut-commissariat des réfugiés (HCR). Initié par l'UNHCR, cet atelier du mercredi 22 mars

La suite à la page 6.



La Suite de la page 5.



Face au manque de ressources que connaissent les réfugiés, AG Anaglif Abdoulaye a souhaité que les autorités appuient le HCR pour améliorer leurs conditions de vie.

2017 à Ouagadougou se tient dans un contexte sécuritaire assez préoccupant au Burkina Faso et dans la sous-région. Suite au conflit malien de 2012, l'UNHCR a enregistré et continue d'enregistrer l'arrivée massive de nombreux demandeurs d'asile sur le sol burkinabè notamment dans la région du Sahel. Cet atelier a pour but de permettre au gouvernement burkinabè, le HCR, les partenaires, les agences des Nations Unies et les réfugiés de faire le bilan des années précédentes et aussi réfléchir sur ce qu'il y a lieu de faire dans les années à venir (2018 et 2019). La représentante de l'UNHCR, Gogo Hukportié a confié : « Il y a eu des défis à relever et nous devons prendre en compte tous ces défis parce que nous planifions pour les années à venir ». Comme défis, elle a indiqué qu'il y a d'abord la sécurité étant donné que la plupart des réfugiés résident



Selon la représentante de l'UNHCR Gogo Hukportié les grands défis de sa structure sont la sécurité, l'assistance et la protection des réfugiés, appuyer les gouvernements dans la lutte contre l'apatridie...

dans le nord qui connaît en ce moment des problèmes d'ordre



Le chef de site des réfugiés de Goudébu, AG Anaglif Abdoulaye a indiqué que cet atelier est le lieu pour eux d'exprimer les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien.

sécuritaire. Ensuite le problème de financement car les bailleurs

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

de fond qui appuient le HCR sont de plus en plus sollicités à cause de la multitude des crises dans le monde d'où la raréfaction des financements selon elle. Gogo Hukportié a signifié qu'il faut donc réfléchir sur des stratégies d'aider les réfugiés avec le peu de moyens mais en restant efficace, en allant droit aux activités prioritaires.

Le secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des Burkinabè de l'extérieur, Dieudonné Sougri, représentant son ministre a notifié que le Burkina Faso apprécie fortement la mobilisation de l'UNHCR et l'ensemble des partenaires techniques et financier pour la cause des réfugiés. Il a témoigné: « Les défis sécuritaires dans le Sahel exacerbent

les incompréhensions et les stigmatisations de nos nationaux vivants sur le territoire ». Dans ce contexte, le respect des engagements humanitaires du Burkina Faso et la protection effective des réfugiés vivant depuis des années sur le territoire burkinabè deviennent des défis que seule une ferme croyance humanitaire conviendra à sauver ; a confié le SG du MAECBE.

Le chef de site des réfugiés de Goudebu, AG Anaglif Abdoulaye s'est exprimé, en ces termes « En tant qu'acteur et participant nous remercions le HCR pour cette initiative d'organiser cette rencontre afin que nous puissions nous exprimer sur les difficultés que nous vivons dans le camp des réfugiés. Il a ajouté que cet

atelier va permettre aux réfugiés de comprendre certaines réalités qu'ils ignoraient. Face au manque de ressources que connaissent les réfugiés, AG Anaglif Abdoulaye a souhaité que les autorités appuient le HCR pour améliorer leurs conditions de vie. Les attentes du HCR au sorti de cet atelier sont les suivantes : se mettre d'accord sur les différentes propositions, améliorer ce qui est prévu, recueillir les avis des uns et des autres. Ce qui se résume en un plan d'action efficace et efficiente pour les années à venir a expliqué la représentante de L'UNHCR.

HIEN Dorothee pour SC Info

Brèves

Attaque de Yimdi : le verdict est tombé

Le Tribunal militaire a donné le verdict du procès sur l'attaque de Yimdi ce jeudi 6 avril 2017. Au total, ce sont 22 personnes qui sont accusées dans ce procès qui s'était ouvert le mardi 28 mars 2017. Le Sergent-chef Aly Sanou, considéré comme le cerveau de cette attaque est condamné à 17 ans de prison ferme. Un autre qui avait reconnu avoir participé à l'attaque, le sergent Poda Ollo Stanislas est condamné à 17 ans de prison ferme également. En rappel, le parquet avait requis 20 ans de prison ferme pour les deux. Ollé Bienvenu Kam et 12 autres de ses compagnons écopent de 10 ans. Trois mois de prison ferme pour le Sergent-chef Zerbo Lahoko Mohamed, Sergent-chef Koussoube Roger et Adjudant Ouékouri kossè. Le Caporal Ouédraogo Issaka est condamné à 6 mois de prison assortis de sursis. Le seul civil, Yago Sabkou qui est poursuivi pour recel de malfaiteurs, ainsi que le soldat de 1ère classe Konsporé Salfo, poursuivi pour divulgation de secret militaire ont été relaxés.

Rédaction SCI



Tiankoura, 72 Heures de la Diaspora « Trois Axes de Développement se dégagent »

Région du Sud-Ouest



Michel KAFANDO L'ancien président Michel KAFANDO a remercié toute cette population et diaspora sorties nombreuses. « En présidant cette cérémonie C'est une double opportunité qui s'est offerte à moi », a-t-il.

La commune de Tiankoura, localité située à vingt-cinq kilomètres de Diébougou, l'axe Diébougou-Gaoua a organisée les soixante-douze heures de la diaspora, les 22, 23 et 24 mars 2017. Présidée par Son Excellence Michel KAFANDO, ancien Président du Burkina, cette cérémonie d'ouverture a été parrainée par le Ministre de la culture, Tahirou Barry représenté par le Gouverneur de la Région du Sud-Ouest Tagséba NITIEMA. L'objectif affiché est de diagnostiquer les difficultés qui entravent le développement harmonieux de la commune puis de dégager les pistes de

solutions.

Venue de tous les horizons du Burkina, la Diaspora de Tiankoura en union avec leurs frères de la commune, avait pour objectif s'unir et dialoguer pour le développement de leur commune. Cette ambition a conduit à changer dans l'esprit la signification de Tiankoura qui signifie « se croiser pour se tuer » en lobiri à Tjanpbèfwouo qui veut dire « route de l'union pour le développement. « Aucune action humaine ne peut atteindre ses objectifs assignés sans le concours

des uns et des autres surtout en matière de développement » a dit le Maire de la commune Sié POODA.

Le chef de terre a imploré les mânes des ancêtres afin que ces journées se déroulent bien, dans la paix, fraternité, joie, sérénité, pour un bon retour de la Diaspora et des invités. Le Maire de la commune de Tiankoura a profité de cette occasion pour présenter son conseil municipal à la population, aux autorités régionales et provinciales. Pour lui, trois axes principaux se dégagent pour le développement de cette commune qui a tant souffert :

La suite à la page 9.



CULTURE

La suite de la page 8.



Venue de tous les horizons du Burkina, la Diaspora de Tiankoura en union avec leurs frères de la commune, avait pour objectif s'unir et dialoguer pour le développement de leur commune.

Premier axe, l'axe de l'union, de solidarité par des actions communes de développement. Selon le Maire, le capital humain doit travailler à faire disparaître les préjugés. Pour cela, son bureau et conseil municipal va travailler à la sensibilisation, à un changement positif de comportement. La promotion du civisme serait une bataille pour ce conseil municipal. Car aucune œuvre sans les autres ne peut atteindre ses objectifs a affirmé le Maire. Le deuxième axe, le Maire et son conseil municipal veulent renforcer les activités socio- économiques. Pour cela, l'entrepreneuriat des jeunes est un engagement et une priorité.

Le conseil mettra tout en œuvre pour l'atteinte « visible » des résultats. L'initiative à créer des ressources potentielles

de développement de cette commune serait leur cheval de bataille. Tiankoura deviendra en esprit Tjanpbèwouo (route de l'union pour le développement) a conclu le Maire de la commune rurale de Tiankoura Sié POODA.

Le Gouverneur de la région du Sud-Ouest, Tagséba NITIEMA représentant le Ministre de la Culture empêché a remercié la diaspora et toute cette population en liesse du choix porté sur le parrain de ces journées. Il a également remercié toutes les autorités qui ont fait le déplacement ce jour pour soutenir cette commune et plus particulièrement à Son Excellence Michel KAFANDO

L'ancien président Michel KAFANDO a remercié toute cette population et diaspora sorties nombreuses. « En

présidant cette cérémonie C'est une double opportunité qui s'est offerte à moi », a-t-il dit :

La première opportunité, est sa première visite dans ce village de Tiankoura qui est la cité par alliance. « Je suis Lobi-Mossi » a laissé entendre le Patron de la cérémonie Michel KAFANDO ancien Président du Burkina.

La seconde opportunité, c'est l'engagement pris lors de forum des jeunes à Gaoua il y a deux ans, d'accompagner toutes les initiatives des jeunes. Aujourd'hui se sont des jeunes dynamiques qui dirigent cette commune avec un programme d'activités de développement à soutenir. Le Patron de la cérémonie a exhorté le dialogue, la solidarité, l'union, la compréhension, l'entraide en somme « se souder comme un seul corps » pour un développement harmonieux de Tiankoura. Ses vœux et souhaits est que Tiankoura soit un modèle de commune au terme de ce mandat porté par les jeunes.

C'est par des prestations d'artistes et au son de balafon dans une liesse populaire que s'est achevée cette première édition de la journée de la diaspora à Tiankoura.

Frederick POODA pour SC Info



Haut-commissariat du Poni Tenue de la 1^{ère} session du Cadre de Concertation Provincial

Région du Sud-Ouest



Présidium : Haut-commissaire Ram Joseph Kafando au milieu).

Les acteurs du cadre de Concertation Provincial (CCP) de la Province du Poni se sont réunis à Gaoua le 23 mars 2017. Cette rencontre a permis de passer en revue tous les aspects qui participent au développement de cette province. C'est le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando qui a présidé la rencontre.

Les Cadres de Concertation Provinciaux sont des vitrines d'échanges d'expériences entre les forces vives et les différents acteurs de développement. L'objectif est d'ouvrir et d'offrir une plus grande

efficacité des actions qui se mènent dans l'administration générale. Elle vise aussi à harmoniser les approches des différentes interventions et le renforcement de la complémentarité des actions. C'est surtout un moment approprié pour la collecte et la diffusion des données nécessaires et utiles pour des prises de décisions. C'est dans cette optique que s'est tenu le présent cadre de concertation. La session a permis aux différents acteurs de mener des échanges autour de la problématique de la gestion durable des aménagements hydro-agricoles notamment ceux réalisés par le projet Petite Irrigation dans le Grand Ouest (PIGO). Le PICO a

fait des réalisations notamment des aménagements hydro-agricoles au profit des populations du Poni. A titre d'exemple celui du village de Bayéridouo dans la commune de Kampti a permis à ces populations de produire la saison hivernale écoulée plus de cent trente (130) tonnes de riz.

Des communications sur le Fonds de Développement des collectivités (FICD et FPDCT), sur la situation de la lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) à savoir la filariose lymphatique, les schistosomias, l'onchocercose et le trachome dans la province, sur le partenariat public-privé : l'exemple du Cabinet Kontine de Gaoua et

La suite à la page 11



La suite de la page 10



(Assistance).

enfin sur un plaidoyer fait par l'ONG Plan-International Bureau de Gaoua. De tous ces débats, des avancées positives ont été soulignées mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt car des difficultés existent a dit le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando. C'est le cas du village de Bayéridouo où un problème d'écoulement du riz produit se pose .Cela est dû à une incompréhension des acteurs qui ont fini par se comprendre à laisser entendre le Haut-commissaire. A cela s'ajoute des insuffisances quant à l'appropriation, l'exploitation, la gestion et la mise en valeur des bas-fonds aménagés au profit des bénéficiaires.

Au le plan sanitaire, le problème de l'éradication des maladies tropicales négligées se pose. Depuis 2001, le district sanitaire de Gaoua fait face à ces maladies. Les comportements des populations sont pointés du doigt. Elles refusent de se faire traiter par la non prise des médicaments lors des campagnes de distributions des médicaments a indiqué Docteur Koala. Dans le domaine de l'éducation des difficultés également se posent. Cela est lié au phénomène de l'orpaillage et bien d'autres. C'est le cas de l'école de Djikando qui compte cinq(5) classes et se retrouve aujourd'hui avec un effectif d'environ quarante(40) élèves. En rappel

trente quatre(34) sites d'orpaillage existent dans la province du Poni. Aussi 40% de femmes continuent toujours d'accoucher à domicile a précisé Ram Joseph Kafando. A ces deux préoccupations sanitaire et éducative, la voie de la sensibilisation a été retenue pour venir à bout de ces problèmes. A l'issue de la rencontre, les participants et le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando se sont dits satisfaits au vue des propositions de solutions.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SC info**





ANNONCE

SÉMINAIRE DE FORMATION INÉDITE

La DPNTIC (Direction de la Promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Université nationale Ouaga 1, Pr Joseph KY ZERBO, en collaboration avec une institution de la place, organise, du 24 au 28 avril 2017, un séminaire de formation inédite sur le thème :

« **GESTION DE PROJET : DE LA MÉTHODE DU CADRE LOGIQUE (MCL) A LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR) - LE BUDGET-PROGRAMME** ».

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Au cours des quatre dernières décennies, la gestion de projet a connu une évolution notable, allant de la méthode du cadre logique (MCL) à la gestion axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme. Les partenaires techniques et financiers (PTF), qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux (organismes internationaux) exigent aujourd'hui que les projets qu'ils accompagnent soient gérés selon l'approche budget-programme. Le PNDES (Plan National de Développement Economique et Social), dans toute sa globalité, sera sans doute, ainsi géré.

Ce séminaire de formation vise pour les participants les objectifs ci-après :

- ▶ leur permettre de bien comprendre les deux (02) techniques de gestion de projets : la technique traditionnelle par la méthode du cadre logique (MCL) et la technique contemporaine, celle axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme ;
- ▶ leur permettre dans leur démarche de faire une distinction claire les deux (02) techniques de gestion, qui quelques fois peuvent prêter à confusion ;
- ▶ leur permettre de maîtriser l'analyse et la gestion des risques projets, un aspect clé de la GAR ;
- ▶ leur permettre de pouvoir suivre et évaluer les projets dans une vision axée sur les résultats, afin de répondre aux exigences des PTF ;
- ▶ leur permettre enfin, de réussir efficacement la mission de Chef de projet, qui est d'atteindre l'objectif global du projet.

PUBLIC CIBLE

Ce séminaire de formation intéresse :

- ▶ les Chefs et les cadres dirigeants des entreprises privées et/ou publiques ;
- ▶ les cadres des départements ministériels et des institutions étatiques ;
- ▶ les cadres des projets et programmes ;
- ▶ les cadres en charge du suivi-évaluation des projets et programmes ;
- ▶ les cadres des institutions internationales ;
- ▶ les acteurs des collectivités locales ;
- ▶ les acteurs de la société civile ;
- ▶ les cadres des organisations régionales et sous régionales ;
- ▶ les cadres représentant les partenaires techniques et financiers ;
- ▶ toute personne intéressée par la gestion des projets et programmes.

FORMATEUR

Le séminaire sera animé par un consultant/formateur international, Expert en Analyse et Gestion de projets (18 ans d'expériences

ans le domaine), Expert en Econométrie, et Enseignant-Chercheur d'Universités

DATE - LIEU - HORAIRES

Date : du 24 au 28 avril 2017.

Lieu : Nouveau Centre de Ressources en Informatique (NCRI) de l'Université Ouaga I, Pr J. KY ZERBO.

Horaires : **Groupe 1 :** du lundi 24 au vendredi 28, de 08h00 à 12h00. **Groupe 2 :** du lundi 24 au vendredi 28, de 16h00 à 20h00.

FRAIS DE PARTICIPATION

Les frais de participation sont fixés à **200.000 F CFA**. Ce montant comprend les frais d'inscription, le coût du matériel pédagogique (document de formation, bloc-notes, stylo, attestation de formation, logiciel Ms Project 2010), le déjeuner ou le souper du dernier jour. Le paiement des frais de participation se fera **en espèces ou par orange money** jusqu'au **samedi 22 avril 2017 à 12h 00**. Un reçu de paiement vous sera donné et sera présenté le jour du début de la formation, **le lundi 24 avril 2017**, pour avoir accès à la salle de formation.

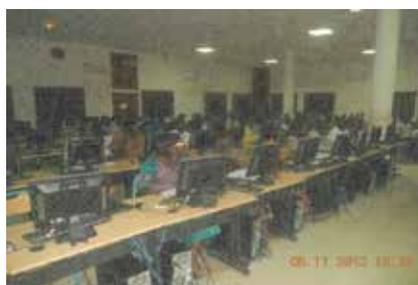
INFORMATIONS

Samedi 29 avril 2017 : une formation **bonus** (sanctionnée aussi par une attestation) sur la **planification opérationnelle de projets avec le logiciel Ms Project 2010** sera donnée aux participants. Pour le groupe 1 de 08h à 12h00 et pour le groupe 2 de 16h à 20h00.

Les formations s'achèveront officiellement **le vendredi 28 avril 2017** par la remise des attestations, une pause déjeuner ou souper, des prises de photos et d'échange d'adresses.

POUR TOUTES FINIS UTILES, CONTACTEZ

- **La DPNTIC** au (00226) 73 76 76 22.
- **Dr Amédée Pascal DONDASSE :** Enseignant-Chercheur, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 25 41 08 01 / 75 82 69 82.
- **Mr Alassane TOPAN :** Chef de Scolarité, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 70 17 69 30 / 79 00 77 00 / 76 63 04 42.
- **Mme Amélie SANGUISSO/OUEDRAOGO :** Secrétaire, Département de Gestion, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 78 88 32 90.





ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le nouveau Président du Ghana disposé à renforcer les liens de coopération entre son pays et le Burkina Faso

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience,, la Ministre des Affaires étrangères du Ghana, Madame Shirley Ayorkor BOTCHWAY.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience, dans l'après-midi du mardi 04 avril 2017, la Ministre des Affaires étrangères du Ghana, Madame Shirley Ayorkor BOTCHWAY.

Au terme de l'audience, Madame BOTCHWAY, a indiqué être une envoyée du Président Nana AKUFO-ADDO auprès de son homologue burkinabè. « Comme vous le savez, le Burkina et le Ghana sont des pays frontaliers. Nous avons simplement été divisés



Le Président AKUFO-ADDO après quelques mois d'exercice du pouvoir, a pensé qu'il était bon de rendre visite à son frère et ami le Président du Faso.

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Selon la ministre des Affaires étrangères du Ghana, l'objet de sa visite était aussi de renforcer les liens de coopération qui existent entre les deux pays, de rechercher les voies et moyens de continuer à travailler pour une meilleure intégration et de maintenir les consultations en vue d'accélérer le processus d'intégration.

par le colonisateur, sinon nous avons des liens aux plans ethnique et culturel. Le Président AKUFO-ADDO après quelques mois d'exercice du pouvoir, a pensé qu'il était bon de rendre visite à son frère et ami le Président du Faso. Donc le message que nous lui avons remis, a comme contenu, ce souhait de visite au Burkina Faso », a expliqué Madame BOTCHWAY.

Selon la ministre des Affaires étrangères du Ghana, l'objet de sa visite était aussi de renforcer les liens de coopération qui existent

entre les deux pays, de rechercher les voies et moyens de continuer à travailler pour une meilleure intégration et de maintenir les consultations en vue d'accélérer le processus d'intégration. « Nous avons également tenu à remercier le Président du Faso pour sa présence à l'investiture du Président AKUFO-ADDO qui s'est tenu le 7 janvier dernier au Ghana. Nous voulons également remercier le gouvernement et le peuple burkinabè pour leur soutien lors des élections au niveau de l'Union africaine pour le candidat du Ghana qui avait postulé pour

le poste de vice-président. Il a réussi et nous savons que cela est dû au soutien dont il a bénéficié du gouvernement et du peuple burkinabè », a fait savoir la ministre des Affaires étrangères du Ghana. Au sujet d'une éventuelle date pour la visite du Président du Ghana au Burkina Faso, l'émissaire venue d'Accra a confié qu'elle sera connue très prochainement.

**La Direction de la
Communication de la
Présidence du Faso**



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération bilatérale : Le Premier ministre tunisien souhaite le renforcement de l'axe Ouagadougou-Tunis

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé une audience au Premier ministre de la République tunisienne, Monsieur Youssef CHAHED, accompagné d'une forte délégation.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé une audience au Premier ministre de la République tunisienne, Monsieur Youssef CHAHED, accompagné d'une forte délégation. Le chef du gouvernement tunisien a été introduit chez le chef de l'Etat par le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Monsieur Alpha BARRY.

A l'issue de l'audience, Monsieur Youssef CHAHED s'est dit « ravi et honoré d'être reçu par le Président du Faso » à qui il a « transmis les salutations de son frère, le Président tunisien Béji CAÏD ESSEBSI ».

Le chef du gouvernement tunisien a ensuite confié à la presse avoir échangé avec le Président du Faso sur la coopération bilatérale entre la République tunisienne et le Burkina Faso. « J'ai discuté avec le Président, des relations excellentes entre la Tunisie et le Burkina Faso et surtout les potentialités et le devenir de nos deux pays face aux défis communs que nous affronterons dans le futur : que ce soit en matière de lutte contre le terrorisme, de lutte contre la contrebande, de développement économique », a-t-il indiqué. « Les deux pays ont beaucoup de similarité », a-t-il laissé entendre avant de soutenir qu'en « matière de transition démocratique vécue par le Burkina Faso, nous l'avons aussi vécue en Tunisie

depuis quelques années avec énormément de similitudes ». Monsieur Youssef CHAHED a également émis le vœu de voir les relations bilatérales entre la Tunisie et le Burkina Faso se renforcer notamment en matière « économique, d'assistance technique, de renforcement de capacité dans des domaines variés tels que la santé, l'éducation, le bâtiment, l'agroalimentaire, la transformation alimentaire, etc. ». Pour ce faire, le Premier ministre tunisien s'est dit « très confiant pour l'avenir, très motivé à réussir et élever le niveau des relations souhaitées par les deux peuples frères tunisien et burkinabè ».



Energie : La centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli sera opérationnelle dès le mois de septembre 2017

Région du Centre



La toute première centrale solaire photovoltaïque du Burkina Faso est en pleine construction à Zagtouli, à la périphérie ouest de Ouagadougou.

Le Premier Ministre, Paul Kaba THIEBA, s'est rendu sur le site de réalisation de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli, à la périphérie ouest de Ouagadougou, le mardi 04 avril 2017, en compagnie d'une forte délégation des partenaires techniques et financiers avec à sa tête le Directeur général de l'Agence française de développement (AFD). Cette centrale dont les travaux sont

estimés à 48% produira à terme 33 MW d'énergie et sera fonctionnelle dès le mois de septembre.

La toute première centrale solaire photovoltaïque du Burkina Faso est en pleine construction à Zagtouli, à la périphérie ouest de Ouagadougou. Pour constater l'état d'avancement des travaux, le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, s'est rendu sur le site le

mardi 04 avril 2017. Sur les lieux, les ouvriers s'affairaient pour la pose des 129 600 panneaux prévus sur une superficie de 55 hectares.

A ce jour, les travaux sont estimés à 48% et les responsables ont rassuré que les délais impartis pour la réalisation du projet seront tenus. Le Premier ministre s'est réjoui du niveau d'avancement des travaux et voit en l'infrastructure une réponse aux problèmes

La suite à la page 17



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16



Sur les lieux, les ouvriers s'affairaient pour la pose des 129 600 panneaux prévus sur une superficie de 55 hectares.

énergétiques auxquels est confronté le Burkina Faso.



Le Premier ministre s'est réjoui du niveau d'avancement des travaux et voit en l'infrastructure une réponse aux problèmes énergétiques auxquels est confronté le Burkina Faso.

« Dès que la centrale sera fonctionnelle, nous disposerons d'une capacité de production à base d'énergie solaire de 33 MW, ce qui représentera un apport substantiel à notre capacité de production nationale de l'ordre de 5% des besoins actuel, c'est considérable. Surtout cela va apporter de l'énergie propre, de l'énergie bon marché. L'énergie produite à partir de l'énergie fossile a un coût moyen qui tourne autour de 121F le kWh. Ici on va produire de l'énergie propre à moins de 40FCFA le kWh, ce qui est considérable », fait remarquer Paul Kaba THIEBA.

Selon ses responsables, le projet s'inscrit en droite ligne dans les objectifs du Plan national de développement économique et social (PNDES) et vise l'accroissement de l'offre énergétique à travers l'exploitation du potentiel solaire. D'un coût de plus de 30 milliards de FCFA, la réalisation de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli bénéficie du soutien de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD).

Présent sur les lieux, le directeur général de l'AFD, Rémy RIOUX a également exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des travaux du chantier. « Nous sommes venus marquer toute notre attention et notre soutien et faire du Burkina Faso un champion de l'énergie solaire en Afrique et cela commence ici à Zagtouli avec la plus grande centrale solaire de l'Afrique de l'ouest qui sort de terre et ce n'est qu'un premier exemple, on va changer d'échelle et la dupliquer. C'est la voie à venir », s'est-t-il réjoui.

DCI/PM



Coopération : l'Agence Française de Développement offre plus de 52 milliards à la Mairie de Ouagadougou

Région du Centre



La ville de Ouagadougou est en pleine croissance démographique. Elle est passée en moins de dix ans de 1,5 million à plus de 2 millions d'habitants.

Mme Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, Ministre de l'économie, des finances et du développement et M. Rémy RIOUX, Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD) ont procédé le mercredi 5 avril 2017 à la signature d'une convention de financement d'un montant global de quatre-vingt (80) millions d'euros soit environs Cinquante-deux milliards cinq cent millions (52 500 000 000) de Francs CFA. Ce financement, accordé sous forme de prêt souverain à l'Etat Burkinabé, servira à la mise en œuvre de la phase 2 du Projet du

Projet de Développement Durable de Ouagadougou (PDDO 2).

La ville de Ouagadougou est en pleine croissance démographique. Elle est passée en moins de dix ans de 1,5 million à plus de 2 millions d'habitants. Cette situation occasionne l'étalement de la ville avec pour conséquence l'installation d'une partie de la population dans des quartiers périphériques. Cependant, les habitants de ces quartiers périphériques sont confrontés à des difficultés d'accès aux réseaux de transport, d'eau, d'assainissement, d'électricité ainsi

qu'aux services sociaux de base. Au regard de ce constat le conseil municipal de Ouagadougou a recherché et obtenu auprès de l'Agence Française de Développement, un financement pour transformer en profondeur la physionomie même de la ville de Ouagadougou. D'un montant de plus de 52 milliards, cette somme servira à construire 13 Kilomètres de routes pour mieux relier les quartiers entre eux et au centre-ville, à aménager trois quartiers de la ville (Tampouy, Katre Yaar, Wayalguin) notamment à travers la réhabilitation des marchés et des gares routières. D'autres réalisations sont

La suite à la page 19



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18



Au regard de ce constat le conseil municipal de Ouagadougou a recherché et obtenu auprès de l'Agence Française de Développement, un financement pour transformer en profondeur la physionomie même de la ville de Ouagadougou.

également contenues dans ce projet notamment la construction de jardins publics, d'équipements scolaires (salles de classe), sanitaires, culturels et sportifs. Une grande partie de ces investissements permettra de répondre aux besoins des jeunes notamment l'aménagement de plateaux sportifs, la construction d'une grande médiathèque à Tampouy etc. Au regard de ces multiples avantages, M. Armand BEOINDE, Maire de la ville de Ouagadougou a exprimé sa gratitude à L'Agence Française de Développement pour cet appui qu'il a qualifié d'incalculable. Il

a, par ailleurs rassuré, que des dispositions idoines seront prises pour une meilleure utilisation de ces ressources. A sa suite, M. Alfred GOUBA, Secrétaire d'Etat chargé de la décentralisation a salué l'action de l'AFD et indiqué que la mise en œuvre du projet permettra de créer de nouvelles infrastructures et d'améliorera les conditions de vie des citoyens de la ville.

Pour M. Rémy ROUX, Directeur Général de l'Agence Française de Développement (AFD), l'appui apporté par son institution est la preuve de l'excellence des relations qui existent entre le

Burkina et la République Française. A ce titre, il a indiqué que cette somme allouée à la mairie de Ouagadougou, représente le plus grand appui financier accordé à un pays d'Afrique au Sud du Sahara par l'AFD. Le Directeur Général de l'AFD s'est dit également fier, d'accompagner la ville de Ouagadougou dans ce projet innovant et ambitieux.

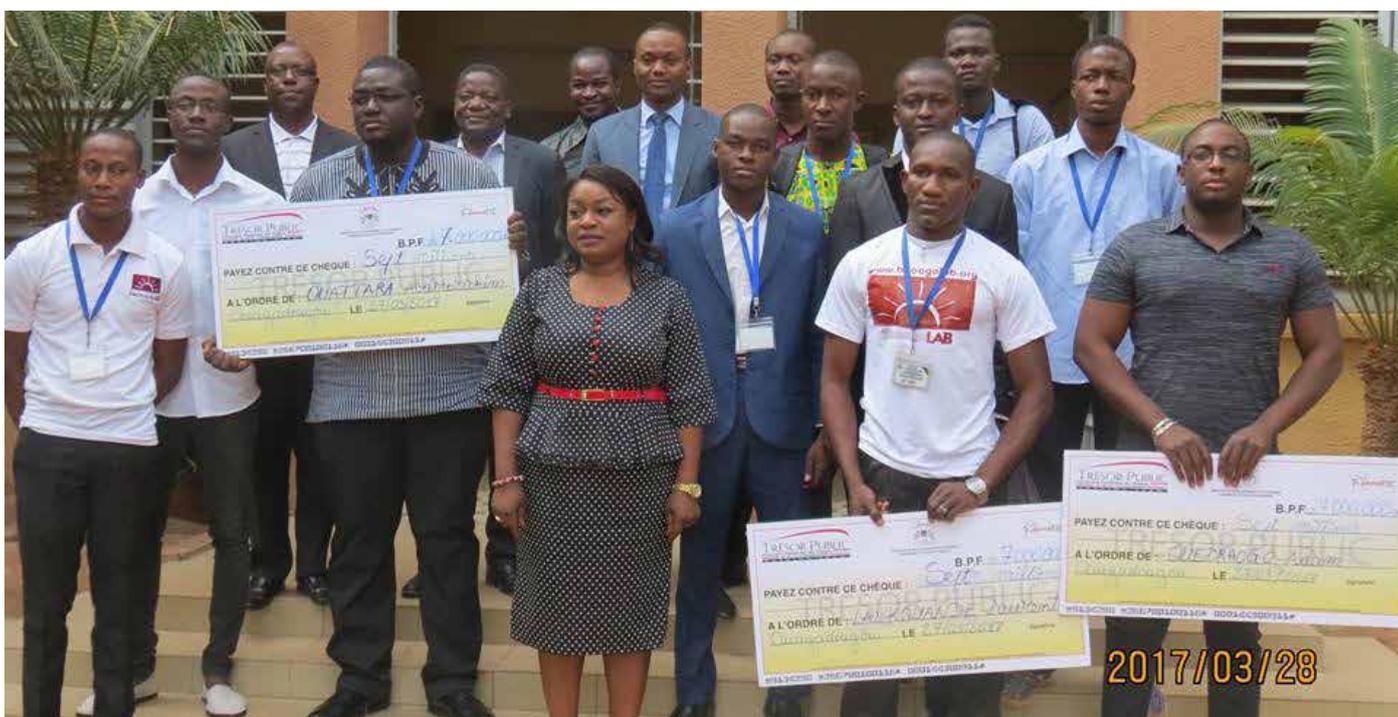


**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



GENIETIC 2016 Les lauréats primés !

Région du Centre



Mme la Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes Mme Hadja Fatimata Ouattara/Sanon a invité les différents lauréats à s'investir dans la phase d'incubation et d'accompagnement pour faire de leurs projets des startups pour répondre ainsi à l'objectif premier du concours : la création de l'emplois pour les jeunes.

Les lauréats de la 2e édition du concours de détection de talents dans le domaine des TIC, GENIETIC, ont reçu symboliquement leur chèque, le lundi 27 mars 2017 sous la présidence de Mme la Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Mme Hadja Fatimata Ouattara/Sanon.

Lancée le 02 juin 2016, la deuxième édition du concours de détection de talents dans le domaine des TIC a connu la participation de 43

projets dans les catégories secteur rural ; eau et assainissement ; santé ; éducation ; commerce. A l'issue des travaux des jurys technique et officiel, 8 projets ont été retenus et répartis comme suit :

- 02 pour la catégorie secteur rural avec les projets SYSTEME D'ARROSAGE INTELLIGENT et NANA COLLECTE ;
- 01 pour la catégorie santé avec le projet MON STATUT ;
- 02 pour la catégorie éducation avec les projets TRANSMAITRE et MYSTUDENTWEEK ;
- 03 pour la catégorie commerce avec les projets DRIVUS,

DOMOTECH et AFRIDEAL. Lancé en 2015 dans le cadre du programme FASO INNOVATIC, GENIETIC traduit parfaitement la volonté de Son Excellence Monsieur le Premier ministre qui avait souligné dans sa Déclaration de politique générale, « l'ambition de poser les bases d'une stratégie nationale ambitieuse qui va hisser le Burkina parmi les pays qui se sont appropriés les technologies numériques et s'en servent pour édifier des économies prospères et des Etats modernes ». A cet effet, Mme la Ministre du Développement de l'Economie

La suite à la page 21



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 20

numérique et des Postes Mme Hadja Fatimata Ouattara/Sanon a invité les différents lauréats à s'investir dans la phase d'incubation et d'accompagnement pour faire de leurs projets des startups pour répondre ainsi à l'objectif premier du concours : la création de l'emploi pour les jeunes. A

l'issue de la phase d'incubation, les différentes applications et solutions développées pourront impacter positivement les domaines de la santé, de l'éducation, du commerce et du secteur rural améliorant ainsi les conditions de vies des populations. En rappel, les trois premiers de chaque catégorie

reçoivent respectivement 7 millions, 5 millions et 3 millions de FCFA incluant la phase d'incubation et d'accompagnement.

DCPM/MDENP

Atelier de validation des projets d'arrêtés d'application du nouveau décret fixant les modalités d'immatriculation des véhicules automobiles

Région du Centre



Pendant 48 heures, les participants vont réviser les différents projets de textes en vue d'identifier et corriger les faiblesses et imperfections liées aux contenus.

La Direction Générale des Transports Terrestres et Maritimes (DGTMM) organise les 4 et 5 avril 2017, un atelier de validation des projets d'arrêtés d'application

du nouveau décret fixant les modalités d'immatriculation des véhicules automobiles, des remorques et des semi-remorques et des cycles au Burkina Faso. Pendant deux

jours les participants composés des techniciens de la direction en charge des transports terrestres et maritimes et partenaires techniques vont passer en revue tous les textes relatifs

La suite à la page 22



La suite de la page 21

au nouveau décret portant modernisation et sécurisation des titres de transports.

L'atelier de validation des projets d'arrêtés du décret d'application portant fixation des modalités d'immatriculation des véhicules automobiles concerne un certain nombre de projets d'arrêtés de textes que sont :

- L'arrêté conjoint portant cahier des charges des concessionnaires des plaques d'immatriculation ;
- L'arrêté fixant les normes relatives aux plaques d'immatriculations des véhicules automobiles et semi-remorques et des cycles à moteur dont la cylindrée est supérieure à cinquante centimètre cube (50 cc) au Burkina Faso ;
- L'arrêté fixant la nomenclature des genres, carrosseries et sources d'énergie des véhicules automobiles, remorques, semi-remorques, vélomoteurs, motocycles à moteur au Burkina Faso ;
- L'arrêté portant formalités d'immatriculation des véhicules terrestres à moteur au Burkina Faso ;
- L'arrêté interministériel fixant les codes d'immatriculation des corps diplomatiques et consulaires et les organismes internationaux.

Cet atelier a donc pour objectif de finaliser ces projets en vue de leur adoption par les acteurs concernés.

Pendant 48 heures, les participants vont réviser les différents projets de textes en vue d'identifier et corriger les faiblesses et imperfections liées aux contenus. Ils apporteront les amendements nécessaires à même de les orienter dans le but de poser les véritables bases devant conduire à la mise en œuvre de la nouvelle opération de ré-immatriculation.



Il contribuera à la sécurisation des cartes grises et leur authentification en temps réel.

Rappelons que c'est la loi 53/94 du 14/12/1994 qui fixe les modalités d'immatriculation des véhicules et des motos au Burkina Faso. Elle stipule que tous les dix (10) ans, l'ensemble des véhicules et engins à deux roues soient ré-immatriculés. Cette loi concerne les cycles à moteur dont la cylindrée est supérieure ou égale à 50 cm³). Ce sont entre autres les vélomoteurs, les motocycles, les tricycles, les quadricycles à moteur mais également les automobiles (voitures particulières, camions, tracteurs routier, car, etc.), ainsi que les remorques et les semi-remorques.

La dernière opération de ce genre date d'il y a 20 ans. En effet, c'est en 1995 que l'Etat a procédé à un état des lieux du parc national. A noter que depuis 2005, il n'y a pas eu également de révision des titres de transports (immatriculation, renouvellement de cartes grises et permis de conduire). Ce projet de sécurisation et de modernisation des titres de transports vise

à remplacer à terme, toutes les plaques d'immatriculation et des titres de transports en circulation (carte grise, permis de conduire) en les substituant par des supports modernes authentifiables et inimitables avec un accent mis sur la sécurisation des plaques d'immatriculation. Ce nouveau système d'immatriculation devra permettre d'assainir le fichier du parc automobile, de détecter des véhicules en possession de faux documents et de fausses plaques d'immatriculations. Il contribuera à la sécurisation des cartes grises et leur authentification en temps réel. En d'autres termes, il devra permettre de lutter contre la fraude, le faux et l'usage du faux. Il devra permettre également de lutter contre le terrorisme et plus généralement contre les infractions liées à la circulation routière par la possibilité d'identifier sans risque tout véhicule qui circule.



ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable paie (H/F)

Description

Depuis plus de 55 ans, le CCFD-Terre Solidaire soutient chaque année plus de 750 projets d'associations partenaires au Sud, sur quatre continents, au sein de relations pérennes.

Soutenir des actions locales dans les pays du Sud, sensibiliser l'opinion française à la solidarité internationale, agir sur les politiques par le plaidoyer pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté sont les trois leviers d'actions complémentaires de notre association.

Fort de l'engagement de plus de 15 000 bénévoles, le CCFD-Terre Solidaire est aujourd'hui la première ONG française de développement et de solidarité.

Un poste de responsable paie est à pourvoir en CDI au sein de la Direction des Ressources Humaines.

MISSION ET OBJECTIFS :

Rattaché/e à la Directrice des Ressources Humaines, en relation étroite avec les salariés de la Direction des Ressources Humaines, il/elle prend en charge la gestion des éléments de la paie, l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale et participe à l'administration du personnel.

ACTIVITES PRINCIPALES :

1. Garantir la réalisation d'environ 200 paies en

moyenne et la production des déclarations sociales

Recueillir, saisir, calculer et contrôler les éléments fixes et variables de la paie

Préparer, vérifier et suivre les DSN (Déclarations Sociales Nominatives) mensuelles intégrant les cotisations URSSAF, retraite, prévoyance, mutuelle...

Effectuer et contrôler les DSN événementielles

Établir les autres déclarations périodiques non incluses dans les DSN : déclaration mensuelle de la taxe sur les salaires et déclaration trimestrielle de l'Agessa et de la Maison des Artistes

Préparer les ordres de virements des paies

Contrôler le recouvrement des IJSS et des IJ prévoyance

Calculer et établir les soldes de tout compte et les documents associés (attestations Pôle Emploi, certificats de travail, reçus pour solde de tout compte, portabilité de la mutuelle et de la prévoyance, etc.)

Actualiser régulièrement ses connaissances en matière d'obligations légales appliquées à la paie et à l'administration du personnel

Réaliser des paramétrages et requêtes

Veiller à la mise en place des évolutions du logiciel de gestion de la paie (CEGID) en lien si besoin avec le prestataire extérieur

Prévoir et mettre en œuvre d'ici janvier 2018 le prélèvement des impôts à la source et la simplification du bulletin de paie

Mettre régulièrement à jour les procédures de paie

Assurer un contact régulier avec les organismes sociaux (URSSAF, CPAM, prévoyance, mutuelle, retraite...)

Assurer la gestion des contrôles URSSAF

2. Assurer l'interface entre la paie et la comptabilité

Fournir les reportings paie

R a p p r o c h e m e n t s mensuels et annuels

Liaison avec les commissaires aux comptes : transmission d'informations et explications

3. Participer à la gestion du personnel en lien avec l'équipe

Préparer les documents réglementaires liés à la gestion des contrats de travail (notamment déclaration d'embauche)

Réaliser le bilan social, le rapport de situation comparée, le rapport annuel du CHSCT

Alimenter la BDES (Base de Données Economiques et Sociales)

Faire la déclaration Action logement et le suivi des demandes des salariés

Préparer et animer la Commission Mutuelle et Action Logement du Comité d'Entreprise

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

<p>Réaliser la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés</p>	<p>5. Autres activités Assurer un dialogue régulier avec les salariés de l'Association</p>	<p>Maîtriser des outils bureautiques, Excel notamment</p>
<p>Répondre aux enquêtes externes (Acemo, Ecmoss, Pôle Emploi BMO...)</p>	<p>Participer occasionnellement à des groupes de travail transversaux</p>	<p>Savoir construire, analyser et interpréter des indicateurs statistiques liés au suivi de la masse salariale</p>
<p>Rédiger les déclarations de salaire dans le cadre de dossiers de demande de financements ou co-financements</p>	<p>Participer aux réflexions liées aux exigences de la Direction (réunions DRH, plans d'actions).</p>	<p>C O N T R A T</p>
<p>Gérer les titres-repas papier et dématérialisé des salariés, des bénévoles, des stagiaires et des ESC (Engagés de Service Civique)</p>	<p>P R O F I L Responsable de paie autonome avec au moins une expérience de plusieurs années en entreprise ou association de taille moyenne</p>	<p>Ce poste est basé à Paris au siège de l'Association.</p>
<p>Garantir le suivi administratif des emprunts contractés auprès de l'organisation par des salariés</p>	<p>Intérêt pour la mission sociale du CCFD-Terre Solidaire de lutter contre les causes structurelles de la faim, la pauvreté et les inégalités</p>	<p>Il s'agit d'un poste en contrat à durée indéterminée à temps plein (sur la base d'un forfait annuel de 205 jours de travail).</p>
<p>Gérer les dossiers accidents du travail et prévoyance</p>	<p>Sens de l'organisation, rigueur et respect des délais</p>	<p>Le poste est à pourvoir dès que possible.</p>
<p>Suppléer les titulaires en leur absence pour saisir les absences des salariés sur le logiciel de gestion du temps de travail et organiser les visites médicales</p>	<p>Capacité à prendre en main les paramétrages, avec si besoin en fonction de la difficulté un appui extérieur</p>	<p>Rémunération brute annuelle 35 – 38 k€ (sur 13 mois) selon expérience. Statut cadre. Mutuelle. Titres restaurant dématérialisés.</p>
<p>Assurer le règlement des visites médicales</p>	<p>Force de proposition sur les améliorations en termes de contrôle et de vérification ainsi que d'optimisation des processus</p>	<p>Les courriels à : ccfid-313732@cvmail.com avant le 17 avril 2017.</p>
<p>4. Assurer l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale en</p>	<p>Fiabilité et confidentialité</p>	<p>Le CCFD-Terre Solidaire se garde le droit d'entériner le processus avant la date indiquée. Toute personne envoyant un dossier de candidature recevra une réponse, merci de ne pas appeler.</p>
<p>Elaborant les prévisions budgétaires relatives aux dépenses de personnels et en assurant le suivi de l'exécution du budget en cours d'exercice</p>	<p>Capacité à anticiper l'impact des évolutions réglementaires en paie principalement</p>	<p>Ville P A R I S</p>
<p>Anticipant les facteurs d'évolution des emplois et des effectifs (variation des effectifs, départs à la retraite,...) et leur impact sur la masse salariale</p>	<p>Sens de la gestion des contraintes Connaissance du droit social et fiscal appliqué à la paie Maîtrise de la paie et des charges sociales</p>	<p>Fonctions Ressources Humaines, Techniciens spécialiste</p>
<p>Construisant et alimentant des outils de pilotage de la masse salariale et en contrôlant la pertinence, la validité et la cohérence des données</p>	<p>Maîtrise du logiciel de paie indispensable (Start RH CEGID ou équivalent) Connaissance de base en comptabilité</p>	<p>Activités A u t r e , Ressources Humaines</p>
		<p>Pays Europe, France</p>
		<p>Contrat C D I</p>
		<p>Date de fin de validité 17 / 04 / 2017</p>



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Conseiller technique, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance

Description

C o n t e x t e :

Au cours des 80 dernières années, le Comité international de secours (IRC) a développé une expertise inégalée pour répondre aux situations d'urgence et d'aider les communautés déracinées à reconstruire. Fondée en 1933 à la demande d'Albert Einstein, l'IRC offre des soins salvateurs et de l'aide change la vie des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur contraints de fuir la guerre ou d'une catastrophe, ainsi que les communautés d'accueil. Unité de relance économique et le développement de l'IRC (ERD) est responsable de la fourniture dynamique, un soutien innovant aux bureaux extérieurs de l'IRC sur les moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles de programmation en conflit, la crise et les paramètres de relèvement en Afrique sub-saharienne et en Asie. équipe conçoit l'agriculture et la sécurité alimentaire de l'IRC et donne des conseils sur les programmes qui peuvent générer des résultats économiques et de sécurité alimentaire et de nutrition pour les groupes ruraux vulnérables en particulier les femmes.

Aperçu du poste:

Le conseiller technique pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance prendra un rôle de premier plan dans la fourniture de l'assistance technique, des conseils et de la formation à un certain nombre de programmes de pays IRC, en particulier (mais pas exclusivement) en Afrique de l'Ouest, le Sahel et la Corne de l'Afrique, pour améliorer et de développer le travail de la sécurité alimentaire de l'IRC à la fois dans la phase d'urgence immédiate grâce à notre travail de post-conflit. Il / elle sera responsable de l'amélioration de la portée, l'impact et la qualité des programmes économiques de l'IRC. Amélioration de la conception, le suivi, la publication des stratégies et des outils, la formation du personnel et le renforcement des capacités sont considérés comme des éléments clés dans la réalisation de ces objectifs.

En travaillant en étroite collaboration avec les équipes de pays à travers des visites régulières sur le terrain et de la communication, le conseiller technique appuiera l'élaboration de nouvelles propositions et la planification de la croissance du programme pour répondre efficacement aux besoins de ce secteur de la population. Il / elle jouera également un rôle dans la liaison avec les bailleurs de fonds et influencer en termes de reconnaissance et des activités de financement pour répondre aux besoins de sécurité

alimentaire des populations IRC sert. Le conseiller technique contribuera à notre stratégie d'autonomisation économique des femmes aux côtés de l'égalité des sexes ERD TA et le personnel d'autres secteurs tels que la santé, les femmes, les enfants et la protection de la jeunesse et le développement, contribuant ainsi à améliorer les résultats en matière de sécurité alimentaire grâce à tous les travaux de l'IRC.

Responsabilités principales:

Fournir un appui technique direct permanent aux programmes de pays:

Soyez le principal fournisseur de soutien technique et des conseils pour la sécurité alimentaire et à la programmation des moyens de subsistance dans les programmes de terrain sélectionnés (dans 6-8 pays), conformément au package de support technique de l'IRC et avec un accent particulier sur la conception, le suivi et les publications ressources. Cela se fera par:

* visites régulières sur le terrain pour surveiller la mise en œuvre, fournir un soutien technique au personnel de terrain, des formations de conduite, de fournir des ressources, et formuler des recommandations claires sur les moyens de renforcer les programmes et partager l'apprentissage à travers des programmes;

* Une communication

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

régulière avec le champ par téléphone et par e - mail;

* Les ressources de rédaction et de publication pour les programmes sur le terrain en ce qui concerne la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

* RH de soutien dans le recrutement pour les postes sur le terrain (personnel international, les stagiaires et les consultants): aider à l'élaboration des descriptions de travail, des entretiens techniques et des commentaires.

Élaborer des stratégies et des outils:

* Avec la pleine participation des programmes sur le terrain, contribuer au développement / révision des guides de bonnes pratiques, des manuels et d'autres moyens techniques pour améliorer la qualité des programmes de sécurité et de subsistance alimentaire de l'IRC;

* Travailler avec l'équipe technique de subsistance en milieu rural et de la recherche, l'évaluation et l'équipe d'apprentissage pour concevoir la recherche qui construira sur et ajouter à la base de connaissances sur le coût des approches efficaces pour assurer la sécurité alimentaire aux populations touchées par la crise;

* Travailler avec d'autres unités techniques pour soutenir le développement des documents d'orientation et de ressources qui visent à améliorer la sécurité alimentaire et les résultats agricoles.

le développement de la collecte de fonds et de la proposition:

* Soutenir le développement de la stratégie de développement des affaires pour la sécurité alimentaire et à la programmation des moyens de subsistance dans les pays affectés et contribuer au développement des affaires, y compris une analyse des intervenants et d'identifier les possibilités de partenariat, prépositionnement avec les donateurs, mener des évaluations solides et élaborer des propositions techniquement solides et détermination des priorités de recherche et d'évaluation;

* Soutenir la conception des propositions et l'élaboration de bons plans de surveillance, engageant directement dans la conception et le développement de grandes, demandes d'assistance, RFPs IQCs et d'autres propositions et la rédaction, la révision et la modification d'autres propositions sur une base continue.

Représenter l'IRC au sein des instances compétentes:

* Représenter l'IRC aux réunions internes IRC et certaines réunions interinstitutions et donateurs, des ateliers et des conférences choisies;

* Fournir régulièrement des séances d'information sur l'agriculture et les programmes de sécurité alimentaire, les nouveaux enjeux et les développements politiques dans nos domaines d'activité à divers publics, y compris le personnel IRC, les donateurs, les médias, les agences des Nations Unies, les réseaux interinstitutions et de nouvelles recrues.

soutien / développement de l'unité technique ERD;

* Participer à la DRE TU planification stratégique, des projets spéciaux, des réunions, le développement de matériel de communication, et le développement de contenu intra-net;

* Répondre aux demandes d'information sur les programmes ERD de collègues IRC de divers ministères et programmes sur le terrain;

* Entreprendre des projets spéciaux comme l'a demandé.

la préparation aux situations d'urgence et d'intervention:

* Contribution au développement de la préparation aux urgences de sécurité alimentaire et des modèles de programmation de réponse.

Exigences de l'emploi:

Education: Maîtrise en économie agricole, la nutrition, ou dans un autre domaine connexe.

Expérience professionnelle: Un minimum de 5 ans d'expérience de travail avec l'expertise technique p Roven dans la prestation et la gestion des programmes de l'agriculture et la sécurité alimentaire, y compris une expérience significative dans la mise en œuvre des programmes overseas- de préférence dans un conflit ou d'une catastrophe environnements touchés.

Compétences et de ses compétences: Connaissance de l'agriculture et de la programmation de la sécurité alimentaire dans les

La suite à la page 28



JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

situations de crise humanitaire et d'après conflit. Excellentes compétences en rédaction et d'édition nécessaires, y compris la capacité de rédiger et de propositions modifier, ainsi que d'écrire et publier des ressources techniques pour appuyer la conception et la mise en œuvre de l'agriculture et de la programmation de la sécurité alimentaire. Excellentes aptitudes interpersonnelles et de communication, y compris la capacité à écouter avec succès, d'interagir avec et de communiquer clairement avec des personnes de nationalités et d'origines diverses. Excellentes compétences en informatique:

MS Word, Excel, Power Point et logiciel de base de données.

Compétences linguistiques: Maîtrise de l'anglais et la maîtrise du français est nécessaire.

Environnement de travail: environnement de travail rapide exige la capacité de travailler au sein d'une équipe ainsi que de façon indépendante. Vaste Voyage à des endroits cibles IRC requis.

Ville New York

Fonctions Autre, Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Agriculture,

Environnement, Economie, Finance, Administration, Santé

Pays Amérique du Nord, Etats-Unis

Contrat C D I

Salaire / Indemnité

N é g o c i a b l e

Postuler en ligne

<http://www.aplitrak.d=R2FicmIlbGxILkdvbnphGV6Ljg1NTE5LjYxNzdAaXJjLmFwbGI0cmFrLmNvbQ>

Date de fin de validité 02/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Directeur.trice de la Communication H/F

Description

Amnesty International France recherche son/sa Directeur/trice de la communication

Créée en 1961, Amnesty International (AI) est mouvement mondial indépendant de toute tendance politique, de tout intérêt économique ou croyance religieuse qui s'appuie sur un réseau de plus de 7 millions de membres afin de défendre et de promouvoir les droits humains dans le monde.

Amnesty International France (AIF) créée en 1971, compte, à Paris, 80 salariés et plus de 300 bénévoles et s'appuie sur un réseau de 80 000 membres dont près de 4 000 agissent au sein des 400 structures militantes présentes dans toute la France

Pour renforcer ses capacités et son impact en faveur des Droits Humains, AIF a défini des objectifs ambitieux en terme de communication, pour toucher de nouveaux publics et développer l'engagement, être réactif à l'actualité et installer une communication pertinente, adaptée et innovante.

M i s s i o n s

Membre de l'équipe de direction, placé(e) sous la responsabilité de la directrice générale vous avez la responsabilité de proposer les enjeux stratégiques de communication, en piloter la mise en œuvre opérationnelle. Afin de développer et renforcer l'image et la notoriété d'Amnesty International, vous organisez, coordonnez et évaluez les plans de communication pour assurer la lisibilité et la visibilité des campagnes d'AIF en lien avec les équipes locales, nationales et internationales d'Amnesty International.

La suite à la page 29



JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Descriptif du poste
Dans le cadre de cette mission, vous devrez :

Proposer la stratégie de communication et piloter sa mise en œuvre,

Impulser de nouvelles orientations et mettre en place les outils nécessaires pour développer l'audience et la visibilité d'Amnesty International.

Participer aux réflexions, travaux et décisions de l'équipe de direction, s'articuler au quotidien avec les autres directeurs, et conseiller les instances de l'association.

Animer et accompagner les responsables de service (5) dans la gestion et le développement de leurs activités et de leurs compétences.

Planifier, assurer la réactivité, veiller à la cohérence et évaluer les différentes actions de communication d'AIF en lien avec les équipes locales, nationales et internationales d'Amnesty International.

Profil souhaité

Vous disposez d'une solide expérience (5 à 7 ans) en direction de communication et en gestion de projet en communication.

Vous avez une hauteur de vue et une vision stratégique, une capacité de conseils et êtes

force de propositions auprès de la direction générale, du conseil d'administration et du Secrétariat International.

Vous êtes enthousiaste et avez le sens du relationnel, vous savez fédérer vos interlocuteurs en interne. Vous avez un esprit créatif et inspirant afin de susciter l'innovation dans la valorisation des missions de l'association.

D'un naturel charismatique vous disposez d'une capacité à nouer des relations et des partenariats de haut niveau, et une excellente maîtrise du management pour accompagner vos équipes dans le développement de leurs compétences.

Vous possédez une culture de gestion vous permettant de tenir des engagements budgétaires et de mettre en place des indicateurs pertinents d'évaluation

Votre aisance à l'écrit comme à l'oral contribuera à la réussite des missions qui vous seront confiées.

Dynamique, souple et capable de travailler sous pression, vous savez mobiliser vos équipes autour d'un projet commun et une approche du milieu associatif vous en fait appréhender les enjeux.

H/F de convictions, reconnu(e) pour vos qualités humaines, vous adhérez aux valeurs

d'Amnesty International.

Anglais courant indispensable.

Statut et temps de travail

CDI à temps plein basé à Paris, 19ème

Salaire : 50/55 K€

Poste à pourvoir à compter du mois de juin – Les candidatures, CV et lettre de motivation, sont à envoyer d'ici le 24 avril 2017, sous la référence DCOM 042017, exclusivement par e-mail à : Sylvie Brigot-Vilain via rh@amnesty.fr

Seuls les candidats reçus pour un entretien recevront une réponse

Ville Paris 19e

Fonctions Communication

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D I

Email de la personne contact rh@amnesty.fr

Date de fin de validité 24/04/2017





Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/04/2017 AU 08/04/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Maignon	25 31 01 20
Afiya	25 48 83 47	Musée	25 36 68 41
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Natilgé	25 36 28 00
Bethania 25	31 31 41	Nongui	25 40 84 88
Choukouroula	25 40 93 76	Ouédraogo	25 37 16 52
Circulaire Sède	25 38 44 91	Pierre Tapsoba	25 48 44 33
Diawara	25 30 61 68	Principale	25 37 54 15
Espoir	25 31 54 12	Sahel	25 31 81 95
Gare	25 31 62 06	Sira	25 43 17 78
Hippodrome	25 34 02 32	Somgandé	25 35 82 44
Hôpital	25 30 66 41	Sotisse	25 36 41 48
Jean Paul II	25 41 81 5413	Unité	25 34 39 42
Kadiogo	25 31 87 88	Vénégré	25 43 05 87
Kouma	25 38 57 42	Vidal	25 31 52 88
Lallé	25 45 67 25	Vièl	25 45 98 25
Le Rocher	25 40 83 87	Wend Kuuni	25 36 20 15
Les Grâces	60 80 80 77	Wend Yam	25 48 30 47
Louis Pasteur	25 33 58 67		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage

- Alfred Syé KAM

- Aminata PORGO

- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO